CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

n° 22.396 du 30 janvier 2009
dans l'affaire X/III

En cause: 1. X
2. X, et leurs enfants
3. X
4. XX

Domicile élu: chez X

contre:

l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et désormais par la Ministre de la Politique de migration et d'asile.

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 4 février 2008 par x, X, X et X, tous de nationalité arménienne, qui demandent la suspension et l'annulation de « la décision d'ordre de quitter le territoire –annexe 13, qui lui a été notifiée par la commune de Jette, le 9 janvier 2008 ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance du 12 décembre 2008 convoquant les parties à comparaître le 27 janvier 2009.

Entendu, en son rapport, M. P. HARMEL, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me L. BRETIN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me A.-S. DEFFENSE loco Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRÊT SUIVANT:

1. Rétroactes.

1.1. Le premier requérant est arrivé en Belgique le 22 septembre 1999 et s'est déclaré réfugié le lendemain. La deuxième requérante et ses enfants, troisième et quatrième requérants, sont arrivés quant à eux, le 5 janvier 2000 et ont introduit une demande d'asile le 7 janvier 2000. Ces procédures d'asile se sont clôturées par des décisions confirmatives de refus de séjour prises par le Commissariat général aux réfugiés et apatrides le 14 août 2002. Le 27 août 2002, les requérants ont introduit un recours en suspension et un recours en annulation devant le Conseil d'Etat. Ces recours ont été rejetés par un arrêt n° 140.718 du 16 février 2005.

1.2. Le 29 juillet 2005, les requérants ont introduit une demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9, alinéa 3, de la loi précitée du 15 décembre 1980 auprès du bourgmestre de la commune de Jette.

1.3. Le 6 décembre 2007, la partie défenderesse a invité le bourgmestre de la commune de Jette à délivrer aux requérants une décision d'irrecevabilité de leur demande d'autorisation de séjour provisoire assortie d'un ordre de quitter le territoire.

Cette mesure d'éloignement, qui a été notifiée au requérant le 9 janvier 2008, constitue l'acte attaqué et est motivée ainsi qu'il suit:

« MOTIF DE LA MESURE:

Demeure dans le Royaume au-delà du délai fixé conformément à l'article 6 ou ne peut apporter la preuve que ce délai n'est pas dépassé (Loi du 15.12.80 – Article 7 al.1, 2).

Les intéressés n'ont pas été reconnu réfugiés par décision de refus de reconnaissance du Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides en date du 20/08/2002..»

2. Remarques préalables.

2.1. En application de l'article 34 du Règlement de procédure du Conseil, la note d'observations déposée par la partie défenderesse doit être écartée des débats. Cet écrit de procédure a en effet été transmis au Conseil le 8 janvier 2009, soit en dehors du délai de huit jours à compter de la communication de la requête, laquelle a eu lieu le 1^{er} avril 2008.

2.2. La requête doit être déclarée irrecevable en ce qu'elle est diligentée par les troisième, quatrième et cinquième requérants dans la mesure où, étant mineurs, ils n'ont pas la capacité d'ester seuls sans être représentés par leurs tuteurs. En effet, leurs parents n'ont nullement déclarés qu'ils agissaient en tant que représentants légaux de leur enfant, et ce dans le cadre de leur requête introductive d'instance.

3. Objet du recours.

3.1. Le Conseil observe, à la lecture de la requête introductive d'instance, que les requérants postulent la suspension et l'annulation de l'ordre de quitter le territoire pris à leur rencontre le 6 décembre 2007 et qu'ils ne dirigent pas son recours contre la décision d'irrecevabilité de leur demande de séjour, fondée sur l'article 9, alinéa 3, de la loi précitée du 15 décembre 1980.

Le Conseil constate également que, sous le titre réservé au rappel des faits, les requérants citent la motivation de l'ordre de quitter le territoire et indique à la suite « tel est l'acte attaqué ». De plus, l'énoncé de l'acte attaqué ne laisse place à aucun doute dans la mesure où il y est précisé que « la partie requérante à l'honneur de déférer à Votre censure en vue de l'annulation et de la suspension (...) l'ordre de quitter le territoire -annexe 13 qui lui a été notifiée par la commune de Jette, le 9 janvier 2008 (Pièce 1) ».

Le fait que l'acte annexé à la présente requête, en pièce 1, soit la demande d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour, n'invalide en rien la constatation qui précède puisque à la lecture de la requête et des moyens soulevés, il apparaît clairement que les requérants n'ont critiqués que la seule motivation de l'ordre de quitter le territoire et ses implications sur sa vie familiale et privée. Il en est d'autant plus ainsi que l'inventaire des pièces de la requête précise que la pièce 1 est « la copie de la décision (annexe 13) ».

Or, en attaquant uniquement ce qui apparaît clairement comme l'accessoire de la décision d'irrecevabilité de sa demande de séjour, fondée sur l'article 9, alinéa 3, de la loi précitée du 15 décembre 1980, les requérants ôtent tout effet utile à leur recours dès lors qu'aucune

contestation ne porte sur la décision d'irrecevabilité de la demande de séjour, en exécution de laquelle l'ordre de quitter le territoire a été délivré.

Il s'ensuit que cet ordre de quitter le territoire, qui ne constitue qu'une mesure de police prise en application de l'article 7, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 15 décembre 1980, est adéquatement motivé dès lors que les intéressés n'étaient pas en séjour légal au moment où il a été adopté.

3.2. La requête en annulation doit dès lors être rejetée.

4. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5. Le recours en annulation étant rejeté par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE:**

Article unique.

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le trente janvier deux mille neuf par:

M. P. HARMEL,	juge au contentieux des étrangers,
Mme S. VAN HOOFF,	greffier assumé.

Le Greffier,

Le Président,

S. VAN HOOFF.

P. HARMEL.